

NATIONS UNIES

CONSEIL

DE TUTELLE UN. LIBRARY



10 JUN 1957

PROVISOIRE

T/PV.808  
7 juin 1957

FRANCAIS

UN/SA COLLECTION

Vingtième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT HUITIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le vendredi 7 juin 1957, à 15 heures.

Président :

M. HOOD

(Australie)

1. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique /4d/ (suite)
2. Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle du Nauru : rapport annuel sur l'administration du Territoire sous tutelle du Nauru /4c/ (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.808. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-17640

(38 p.)

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE :  
RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU  
PACIFIQUE (T/1316, 1323; T/L.769) /Point 4 d de l'ordre du jour/ (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Nucker, Représentant spécial pour le  
Territoire sous tutelle des îles du Pacifique sous administration des États-Unis,  
prend place à la table du Conseil.

Discussion générale (suite)

M. SEARS (États-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

J'ai étudié avec la plus grande attention les observations des membres du Conseil sur le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Nous avons été particulièrement intéressés par les observations du Représentant de l'Inde qui a soulevé toute une série de questions importantes au sujet de l'accord de compensation conclu avec les habitants de Bikini et d'Eniwetok pour l'usage de leurs atolls pour des expériences nucléaires.

Après l'intervention de M. Krishna Menon, mercredi, j'ai dit qu'il serait certainement surpris d'apprendre combien ses opinions coïncidaient avec les nôtres. Après avoir lu sa déclaration, je suis convaincu que c'était là une observation tout à fait exacte.

Sans entrer dans tous les détails de l'argumentation de M. Menon, je constate qu'en substance, elle comportait quatre questions précises posées au Conseil et plus spécialement à l'Autorité administrante.

Je répondrai point par point à ces questions.

Tout d'abord, M. Menon a demandé si l'instrument comportant l'accord de compensation avait été déposé auprès du Secrétariat des Nations Unies et si copie de cet instrument pourrait lui être remise.

La réponse est que cet instrument n'est pas un accord international entre deux parties souveraines et que, par conséquent, il n'a pas été déposé auprès du Secrétaire général. Cependant, tout le monde sait que nous n'avons aucune objection à ce que ce document soit distribué aux membres du Conseil. Au reste, il sera inclus dans notre prochain rapport annuel. En fait, M. Nucker a déjà donné au Conseil des informations complètes sur ses dispositions.

La deuxième question était de savoir si ce document affecte les dispositions de l'Accord de tutelle, en particulier ses principes et objectifs. La réponse est non. Cet instrument n'affecte en aucune manière les dispositions de l'Accord de tutelle.

La troisième question était de savoir si cet accord comporte d'autres droits que le droit d'usage pendant la période de la tutelle. La réponse est encore non.

Cet instrument a été décrit comme comportant un droit d'usage des accords pour une durée indéfinie. Peut-être aurait-il mieux valu dire : une durée indéterminée. En tous cas, il doit être bien précisé qu'il s'agit d'un droit d'usage temporaire et non pas d'un droit devant aller au delà de la durée de la tutelle.

La quatrième question était de savoir comment concilier le droit de disposer d'une partie du Territoire sous tutelle avec le degré d'avancement politique de ses habitants.

Je ne comprends pas très bien la portée de cette question parce que, dans ce cas du moins, personne n'est politiquement affecté. Cependant, pour donner une réponse précise, je dirai qu'il n'est pas disposé de façon permanente d'une partie quelconque du Territoire sous tutelle. Il ne s'agit de rien d'autre que d'un arrangement provisoire portant sur l'utilisation d'une région et non pas sur la disposition de telle ou telle partie du Territoire.

J'espère avoir ainsi répondu aux préoccupations du représentant de l'Inde et aux inquiétudes fort légitimes qu'il a exprimées.

Je désire ajouter quelques mots au sujet de la compétence du Conseil de tutelle.

La délégation des Etats-Unis n'a jamais, à aucun moment, mis en question le droit du Conseil de tutelle de s'occuper de tout ce qui se rapporte au bien-être des habitants du Territoire. Les Etats-Unis ont eux-mêmes soutenu l'arrangement en vertu duquel le Conseil de sécurité a recouru à l'aide du Conseil de tutelle au sujet du Territoire des îles du Pacifique. Les fonctions du Conseil de tutelle comprennent tout ce qui se rapporte au progrès politique, économique, social et culturel de la population de cette région stratégique.

Lorsque les Etats-Unis ont formellement informé le Conseil de sécurité qu'à partir du 1er décembre 1947, l'atoll d'Eniwetok, conformément à l'article 13 de l'Accord de tutelle, serait fermé pour des raisons de sécurité, il y avait là certainement une limitation au droit de faire des visites périodiques dans cette région.

De plus, je crois que les membres du Conseil, en général, admettent, que les questions techniques relatives aux expériences nucléaires, dans le champ plus vaste des armements, ne sont pas du domaine du Conseil de tutelle. C'est dans ce sens que ma délégation, de temps à autre, a parlé des limitations qui résultent de la fermeture de cette région.

MG/JR

T/PV.808  
- 4/5 -

M. Sears (Etats-Unis d'Amérique)

J'espère avoir ainsi répondu directement et indirectement aux principales questions soulevées par le représentant de l'Inde et par les autres membres du Conseil au cours de l'examen de la situation dans ce Territoire sous tutelle.

En terminant, j'ajouterai seulement que ma délégation comprend parfaitement l'esprit dans lequel ces questions ont été posées.



M. LALL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation est fort reconnaissante au représentant des Etats-Unis pour la déclaration nette et franche qu'il vient de nous faire ainsi que pour les réponses qu'il a données aux quatre questions précises posées devant le Conseil par M. Krishna Menon le 5 juin, questions qui sont consignées dans la note que j'ai remise au Secrétaire général des Nations Unies. Nous allons étudier ces réponses avec le plus grand soin. Je puis dire qu'à première vue, elles semblent rassurantes. Nous sommes particulièrement heureux d'apprendre que la délégation des Etats-Unis a l'intention de faire distribuer des exemplaires de l'accord aux membres du Conseil. Nous sommes persuadés que les Etats-Unis n'ont pas débordé, dans leur activité, le cadre de l'Accord de tutelle. Or c'était là le point important. Il était important que l'Autorité chargée de la tutelle ne fasse rien qui déborde l'Accord de tutelle. Nous étions bien persuadés que la Puissance administrante n'avait nullement l'intention de déborder le cadre de cet Accord, mais nous nous demandions s'il ne s'était pas cependant produit certains débordements qui auraient pu constituer un précédent pour d'autres Territoires.

Ma délégation étudiera donc avec le plus grand soin les réponses qui viennent d'être données par le représentant des Etats-Unis et qui paraîtront dans les documents officiels du Conseil de tutelle. Je remercie une fois encore le représentant des Etats-Unis de cette déclaration.

Permettez-moi de faire encore une remarque au sujet de la question de la paix et de la sécurité dont a parlé le représentant des Etats-Unis. Ma délégation a voulu préciser sa position à l'égard de cette question. A notre avis, toutes les questions concernant la paix et la sécurité qui tombent sous le coup de la Charte des Nations Unies sont du ressort de l'organe des Nations Unies compétent pour les traiter, à savoir le Conseil de sécurité, ainsi que le précise l'Article 24 de la Charte. Donc, si une question concernant la paix et la sécurité internationales se pose, il appartient au Conseil de sécurité de s'en saisir.

M. NUCKER (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, tout d'abord, relever combien j'ai été heureux de voir le Conseil de sécurité examiner d'une manière aussi complète et aussi objective le rapport de l'Autorité administrante chargée du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique. Comme ces deux dernières années, j'ai pu retirer une expérience stimulante et précieuse de ce débat.

Je suis très reconnaissant aux membres du Conseil pour la sympathie qu'ils ont manifestée à l'égard des objectifs que l'Administration s'est fixés dans les domaines politique, économique et social, ainsi que dans celui de l'enseignement. Il est encourageant pour notre Administration de constater qu'un Accord aussi large existe à cet égard, bien qu'il y ait quelques divergences de vues en ce qui concerne le rythme du développement qui doit s'accomplir.

Dans ma déclaration liminaire, je me suis efforcé de donner des renseignements très complets en ce qui concerne tous les programmes de développement mis en oeuvre dans le Territoire. J'éviterai de revenir sur ces questions afin de ne pas retenir le Conseil trop longtemps.

Il est, je crois, juste de relever que, dans le domaine politique, des progrès s'accomplissent simultanément à tous les niveaux. Plusieurs membres du Conseil ont relevé que la dispersion des îles conférait une importance toute spéciale au développement des institutions municipales. Nous sommes aussi de cet avis. Cependant, nous ne négligeons pas la question du développement aux niveaux plus élevés et nous nous efforçons d'assurer une coordination satisfaisante.

Des efforts constants sont faits au niveau du district pour améliorer le fonctionnement des congrès de districts déjà existants et pour établir de semblables institutions dans les districts où les organes existants n'exercent pas encore une action suffisamment étendue. Nous espérons pouvoir atteindre bientôt cet objectif dans les districts de Truk, de Yap et de Ponapé.

Notre tradition et notre attitude philosophique ne nous permettent pas d'adopter une position arbitraire ou trop rigide à l'égard des questions de progrès politique. C'est pourquoi nous ne croyons pas pouvoir fixer les délais précis qu'a réclamés le représentant de l'Union soviétique. De même, nous ne pensons pas devoir insister sur l'uniformisation de la structure des organes de

districts. Selon les conditions, le bicaméralisme ou l'unicaméralisme ont des avantages. La structure sociale et les coutumes sont telles, dans le Territoire, que le bicaméralisme répond au désir de la population de voir représentés tous les éléments de la société. C'est là une saine base de progrès politique et je suis certain qu'il pourrait être nuisible d'insister, sous le seul prétexte d'uniformisation, sur l'unicaméralisme.

De même, bien que nous puissions encourager la tendance à fixer un âge uniforme pour l'exercice du droit de suffrage, nous voulons, là encore, éviter tout arbitraire, car les pratiques actuelles sont fondées sur de longues traditions autochtones.

Des conférences interdistrict avec les chefs micronésiens continueront de se tenir dans tous les domaines. A mon avis, l'Administration ne peut agir autrement. Ces conférences, en effet, permettent aux participants d'accroître leur expérience et, en outre, elles facilitent l'administration et permettent à l'Autorité administrante de mieux comprendre les besoins des Micronésiens. Grâce à ces réunions et grâce aussi à l'existence des organes législatifs de districts, les Micronésiens peuvent exercer une influence réelle sur nos pensées, nos actions et notre technique.

Il est essentiel pour l'Administration du Territoire que les Micronésiens soient en mesure d'assumer le plus tôt possible des responsabilités réelles. Je crois qu'à cet égard notre politique a permis d'obtenir de bons résultats, et cette tendance ira en s'accroissant. Notre programme civil repose sur le Micronesian Title and Pay Plan ainsi que sur le Personnel Manual. Nous étudions et nous continuerons d'étudier, dans le cadre de ce programme, les conditions de travail et les questions de salaires.

On nous a conseillé d'étudier le problème de la centralisation administrative. Nous serons heureux de répondre à ce désir, bien que l'organisation actuelle nous semble satisfaisante. Tous les chefs de départements du Territoire font de fréquents voyages dans les différents districts, et ils ont passé de nombreuses heures dans mon bureau à discuter la question de coordination des programmes. Rien ne permet, à l'heure actuelle, d'envisager un déplacement de la capitale du Territoire dans un avenir rapproché.



JM/nk

T/PV.808

- 9/10 -

M. Nucker (Représentant spécial)

Nous sommes heureux, comme d'autres membres du Conseil, que la population de Rongelap puisse maintenant regagner ses foyers. Je puis donner l'assurance au représentant de l'Inde que des enquêtes complètes et sérieuses ont été faites pour savoir si l'atoll était de nouveau habitable sans danger.

Je regrette d'avoir pu prêter à confusion en ce qui concerne la question de l'état de santé de la population de l'Etat de Rongelap. Je n'entends nullement minimiser la tragédie que ces habitants ont vécue. Il ne fait aucun doute qu'ils ont souffert de l'exposition aux retombées radioactives. Ils ont maintenant, et depuis longtemps, retrouvé la santé qui avait été affectée par les effets immédiats de cette exposition. Ils ont été l'objet d'une surveillance médicale très attentive et ils ont été examinés à intervalles réguliers par des spécialistes. Il est évident que cette surveillance médicale a permis de déceler, en même temps, toutes les maladies qui peuvent se présenter dans la vie courante, et c'est la raison pour laquelle j'ai pu dire qu'il en est résulté un état de santé très satisfaisant parmi les habitants de Rongelap, ceux-ci ayant été l'objet d'une surveillance médicale plus attentive que les autres Micronésiens en général. C'est là exactement ce que je voulais faire ressortir lorsque des questions m'ont été posées à cet égard. Ce n'est pas moi, mais le représentant de l'Union soviétique qui a cru devoir employer, à ce sujet, le mot de "plaisanterie".



Dans le domaine du développement économique, le Conseil de tutelle peut être certain que nous regrettons, tout autant que n'importe quel autre membre du Conseil, que les perspectives de créer une économie qui se suffirait à elle-même ne soient pas plus brillantes.

Immédiatement après la seconde guerre mondiale, la United States Commercial Company, une institution fédérale, a effectué une étude très étendue des ressources économiques du Territoire; cette étude a été complétée par une autre en 1952; ainsi, nous avons une connaissance très exacte des ressources économiques essentielles du Territoire. Ces ressources, le Conseil le sait, sont certainement très limitées.

Notre programme agricole pour le Territoire consiste essentiellement à développer les productions qui se sont révélées les plus pleines de promesses. Je voudrais dire, au représentant d'Haïti, en réponse à l'une de ses questions, que je n'avais nullement l'intention de créer l'impression que les ananas et le sucre ne pouvaient pas être cultivés à cause des conditions du climat ou du sol; j'avais plutôt l'intention de faire comprendre qu'à mon avis, la culture de ces produits ne peut donner, dans le Territoire sous tutelle, aucun bénéfice commercial; la culture et la transformation, en tous les cas, coûteraient beaucoup plus qu'elles ne rapporteraient.

Plusieurs questions ont été posées au sujet du pourcentage élevé des terres qui continuent à rester dans le domaine public. Une grande partie de ces terres sont actuellement utilisées par des Micronésiens; nous avons l'intention de placer toutes les terres arables, en fin de compte, à la disposition de Micronésiens; cela est prévu dans nos programmes d'exploitation agricole que nous mettons en oeuvre partout où les terres conviennent à l'installation des populations.

Dans le district de Saïpan, par exemple, vingt concessions ont été accordées cette année à des agriculteurs qui ont conclu des contrats d'exploitation agricole. Nous sommes en train de mettre au point 1.205 demandes d'exploitations agricoles; quelques concessions supplémentaires ont été accordées cette année; il faudra encore quelques années avant que le programme soit complètement mis à exécution.

Dans les districts des Palaos, de Ponapé, de Rota et des îles Marshall, des programmes analogues sont mis en oeuvre. Bien que le programme d'exploitation agricole n'ait pas encore atteint son plein développement, et cela surtout en raison de l'absence d'un cadastre suffisant des terres, de nombreux habitants qui désirent se livrer à l'exploitation agricole occupent déjà des terres qui actuellement relèvent du domaine public.

L'étude fiscale qui a récemment été terminée conduira, nous en sommes certains, à l'établissement de réformes fiscales, notamment d'impôts directs sous une forme ou une autre. Au sujet du problème des impôts, nous nous sommes toujours efforcés de provoquer chez les populations un sentiment plus grand de leurs responsabilités et une volonté de participer davantage au gouvernement. Nous ne croyons pas que les réformes qui seront faites dans le système des impôts soient de nature à augmenter considérablement les recettes fiscales. Cependant, les modifications envisagées en ce qui concerne les taux d'impôt relatifs aux divers niveaux administratifs devraient, comme l'a suggéré le représentant du Guatemala, aider les municipalités à déterminer leurs programmes fiscaux.

D'une manière générale, nous espérons qu'il se produira une amélioration dans le domaine économique. Nous continuerons à mettre en oeuvre nos programmes relatifs au coprah, au cacao, au troche, à la pêche et aux travaux manuels. Il y a là des domaines dans lesquels il est impossible de s'attendre à des progrès rapides et sensationnels. Cependant les autres ressources sont limitées; nous nous apprêtons, avec philosophie, à nous borner à développer quelques possibilités économiques et à en retirer le maximum d'avantages pour les Micronésiens. En harmonie avec notre politique consistant à encourager la participation des Micronésiens à la vie économique du Territoire, nous étudierons la possibilité de faire représenter les Micronésiens au Bureau de stabilisation du coprah.

Nous sommes à même de constater, dans tous les districts, l'intérêt croissant et l'expansion des organisations féminines. Les activités de ces groupes s'étendent depuis l'organisation de cours pour l'enseignement aux adultes, l'organisation d'associations groupant les parents et les instituteurs, jusqu'à la formation de clubs de jeunes filles et toutes les activités collectives telles que l'amélioration des puits de village afin de fournir une eau convenant à tous les usages : la boisson, les bains, le lavage.

Divers membres du Conseil ont estimé que des progrès satisfaisants avaient été effectués dans le domaine de la santé. Nous en sommes d'autant plus satisfaits que le programme sanitaire est, d'une manière générale, mis en oeuvre par les Micronésiens eux-mêmes. Le représentant du Guatemala a suggéré que l'on insiste davantage sur un programme d'éducation en matière sanitaire. J'ai le plaisir de pouvoir déclarer que nous développons notre programme sanitaire sous cet angle particulier. Déjà, les Départements de l'hygiène et de l'instruction publique travaillent à l'élaboration d'un projet d'éducation sanitaire. Nous espérons bénéficier cette année des services d'un spécialiste d'une réputation mondiale qui sera mis à notre disposition pour un certain nombre de mois sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé; il donnera ses conseils à nos Départements de l'hygiène et de l'instruction publique et les assistera dans l'élaboration de leurs programmes d'éducation sanitaire.

Nous continuerons à mettre en oeuvre nos programmes relatifs à la formation d'assistants médicaux, de dentistes, d'infirmières et de techniciens. En ce moment nous essayons de voir s'il est possible d'envoyer un ou plusieurs assistants médicaux suivre les cours d'une université médicale spécialisée en médecine tropicale.

Dans tous les districts, tout est prêt pour l'exécution d'un programme de vaccination par le BCG; des vaccinations et des cuti-réactions ont déjà été effectuées; ce programme se poursuivra vigoureusement au cours de l'année prochaine.

J'ai été heureux de prendre note des commentaires favorables faits par divers membres du Conseil à propos de notre programme général d'instruction. Nous poursuivrons nos efforts afin de fournir, grâce à un système d'écoles publiques gratuites, un programme d'enseignement qui donnera à tous les enfants l'instruction élémentaire fondamentale nécessaire pour les préparer à jouer un rôle utile dans leur communauté.

Pour être efficace, cette instruction élémentaire doit reposer sur de solides fondements dans la communauté locale. Plusieurs membres du Conseil ont suggéré que l'Administration augmente les salaires des instituteurs des écoles élémentaires au moyen d'un programme d'assistance financière. A mon avis, cette méthode n'est pas susceptible de résoudre le problème d'une manière satisfaisante.



En effet, elle serait, tout au plus, de nature temporaire et diminuerait la responsabilité que la population et la communauté doivent avoir en ce qui concerne l'entretien des instituteurs et l'utilisation du système scolaire. Les organes législatifs locaux se préoccupent de plus en plus de cette question de l'élévation et de la normalisation des traitements des instituteurs. Trois districts ont maintenant des systèmes de salaires centralisés et normalisés et d'autres districts se montrent intéressés à cet égard. Nous croyons que telle est la bonne solution du problème.

Le représentant de l'UNESCO et d'autres orateurs ont posé la question de savoir s'il serait possible de développer l'utilisation de la radiodiffusion pour l'enseignement normal comme pour les programmes d'éducation des adultes. Nous étudions cette technique de très près et nous espérons pouvoir l'étendre aux régions où les facteurs géographiques et économiques rendront la radiodiffusion particulièrement utile à la population locale. L'un des principaux avantages de l'utilisation de la radiodiffusion est de toucher des régions absolument isolées. Cependant, nous nous heurtons à des difficultés dans notre région étant donné que les dialectes utilisés dans les îles éloignées du centre diffèrent de ceux des îles centrales.

Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il serait souhaitable de créer des écoles normales. Nous avons développé le programme de formation d'instituteurs en prévoyant une troisième année d'études à l'Ecole centrale des îles du Pacifique. Nous avons également développé les programmes de formation d'instituteurs qui sont appliqués chaque été dans les centres de district.

Ainsi que nous l'avons indiqué, nous établissons une école intermédiaire à Kusai. Nous allons examiner s'il y a lieu de créer d'autres écoles du même genre en dehors des centres de district.

Au moyen de notre programme pour l'éducation des adultes, nous essayons d'atteindre non seulement la population adulte et de dispenser l'enseignement à ceux qui n'ont pas eu l'occasion de fréquenter l'école, mais aussi d'empêcher ceux qui ont appris à lire de retomber dans l'analphabétisme. C'est là un problème qui se pose dans nombre de sociétés simples, comme l'a souligné le représentant de l'Inde. A cette fin, un bulletin hebdomadaire ou mensuel, rédigé en langue



vernaculaire, est distribué dans chacun de nos principaux districts en d'importantes quantités.

Le rapport de l'UNESCO et les observations complémentaires du représentant de l'UNESCO ont été reçus avec intérêt. Ce rapport sera examiné par nos éducateurs. Je suis certain que le Conseil ne doute pas de l'importance que nous donnons à l'enseignement et notre intention est de l'étendre dans tous les domaines, y compris dans le domaine technique.

Pour conclure, je tiens à remercier les représentants qui siègent à cette table pour les félicitations qu'ils m'ont adressées à l'occasion de ma nomination au poste de Haut-Commissaire. Je leur suis particulièrement reconnaissant.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en avons donc terminé avec la discussion générale sur la situation dans les îles du Pacifique. Nous allons maintenant procéder à la constitution d'un comité de rédaction pour ce Territoire. Je propose que les pays suivants siègent à ce Comité : Birmanie, France, Haïti et Royaume-Uni.

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que le Conseil approuve cette composition du Comité.

Il en est ainsi décidé.

M. Nucker, Représentant spécial, se retire.

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU NAURU : RAPPORT ANNUEL SUR L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU NAURU (T/1312, T/1324; T/L.771) [Point 4 c de l'ordre du jour] (suite)

Sur l'invitation du Président, M. John Herbert Jones, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle du Nauru sous administration australienne, prend place à la table du Conseil.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Syrie a soulevé, hier, une question à propos de la formation d'un comité qui serait chargé d'examiner la possibilité de développer l'industrie de la pêche dans le Territoire, en tant qu'industrie secondaire. Le Représentant spécial nous a appris que ce comité avait été formé. A cet égard, le Représentant spécial pourrait-il nous dire quelles ont été les réactions des Nauruans? Je pose cette question parce que, dans le passé, les Nauruans se sont montrés indifférents en ce qui concerne la pêche commerciale.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il est tout à fait exact que lorsque l'Autorité administrante s'est efforcée, il y a quelques années, d'intéresser les Nauruans au développement de l'industrie de la pêche, elle s'est heurtée à une grande indifférence et aucun progrès n'a été réalisé dans le sens souhaité.

L'Administrateur actuel a discuté longuement de cette question avec tous les membres du Conseil à qui il a expliqué les avantages qui pourraient découler de l'établissement d'une telle industrie. Il semble, d'après ce que j'ai pu constater moi-même, que les Nauruans manifestent un intérêt assez vif à l'égard de ce projet. Il en a été question à une réunion officielle à laquelle j'ai assisté et le Comité, à présent tout au moins, fait preuve d'enthousiasme et s'intéresse beaucoup aux mesures préliminaires actuellement prises.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation prend note avec satisfaction de l'intérêt maintenant manifesté par les Nauruans pour l'industrie de la pêche. Nous savons, en effet, que cette population est obligée de compter sur les importations de poisson; par conséquent, la réalisation d'un tel projet serait tout à l'avantage des Nauruans.

Nous savons que le développement de l'agriculture à Nauru dépend fondamentalement des ressources en eau. En dépit des efforts accomplis par l'Autorité administrante pour rechercher la possibilité d'obtenir de l'eau en quantité suffisante pour l'agriculture, il semble que de telles ressources n'existent pas. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire si l'enquête recommandée par la Mission de visite en 1956 à cet égard a été réalisée?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette étude avait été recommandée par les experts qui s'étaient rendus dans le Territoire, venant d'Australie. C'est à la suite de leurs recommandations que les enquêtes qui ont été menées jusqu'à ce jour ont été accomplies. Le travail réalisé jusqu'à présent comprend le forage de points d'eau autour du plateau. En chaque occasion, de l'eau a été trouvée, mais elle était saumâtre et ne se prêtait pas à l'agriculture. L'une des suggestions faites par le comité d'experts était qu'il

TS/JM.

T/PV.808

- 19/20 - M. Jones (Représentant spécial)

se pouvait que, dans le centre de l'île, en raison de sa formation particulière, il existait une nappe d'eau captée plus ou moins par la formation calcaire de cette partie de l'île. L'Autorité administrante se propose de procéder à des sondages à travers le plateau et les formations de corail pour se rendre compte s'il y a effectivement de l'eau à cet endroit. Si on ne trouve pas d'eau, il n'en demeurera pas moins que toutes les possibilités auront été explorées.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais maintenant poser une question de grande importance sur la réinstallation des Nauruans. Si j'ai bien compris, les ressources en phosphate du Territoire seront épuisées dans 40 ans, et, étant donné la faiblesse des précipitations atmosphériques, la nature du sol et d'autres facteurs défavorables à la production agricole, les perspectives d'avenir pour les Nauruans sont très sombres dans le Territoire lui-même.

Cette question de réinstallation pèse lourdement tant sur la nouvelle génération que sur la génération actuelle des Nauruans. Je voudrais demander au Représentant spécial si cette situation instable et le sentiment d'insécurité que ressentent les habitants de l'île en attendant de passer dans des régions plus propices n'ont pas créé une certaine anxiété parmi les Nauruans, provoquant ainsi une inertie et un manque d'énergie peu faits pour les pousser à développer les ressources du Territoire.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Bien entendu, il y a là matière à conjecture. Pour ma part, cependant, ma connaissance de Nauru et de sa population, ainsi que son histoire des 30 ou 40 dernières années, m'ont convaincu, de même que les conversations que j'ai eues avec l'Administrateur actuel et ses prédécesseurs, que toute inertie ou tout manque d'énergie de la part des Nauruans n'est pas dû à l'incertitude du lendemain. Les Nauruans savent que, quel que soit ce lendemain, il leur est assuré et que l'Autorité administrante s'est engagée à ce qu'on prenne soin de leur avenir. S'ils montrent un certain manque d'intérêt à l'égard du développement économique du Territoire et, si, par moments, ils ne profitent pas au maximum des possibilités qui leur sont offertes dans les domaines de l'enseignement et autres, on en trouve la raison dans les redevances très généreuses qui leur ont été versées, et particulièrement dans les redevances qui leur ont été versées directement. Peut-être l'Autorité administrante doit-elle, dans une certaine mesure, porter elle-même le blâme d'une telle situation, pour n'avoir pas pris, il y a un certain nombre d'années, une position plus ferme à cet égard en faisant en sorte que la plus grande partie des redevances soit versée à un fonds communautaire.

Il y a de nombreuses années, quand ces accords furent conclus, l'Autorité administrante suggéra à l'ensemble de la population nauruane qu'au lieu de faire profiter directement des particuliers de l'exploitation des mines de phosphates,



LC/JC

T/PV.808

- 22 -

M. Jones (Représentant spécial)

ils devraient tous convenir de s'en partager de façon plus ou moins égale les recettes. On éleva des objections à cette proposition, et ils insistèrent pour garder leurs droits et recevoir directement leurs redevances.

Comme je l'ai dit l'autre jour, le montant total des sommes versées aux Nauruans jusqu'à ce jour, directement ou dans leur intérêt direct, est de l'ordre de 800.000 livres. Ce chiffre représente beaucoup d'argent, même lorsqu'il se répartit sur plusieurs années. On a tout fourni gratuitement aux Nauruans. Le Conseil de gouvernement local n'a jamais imposé de contributions. Tous les avantages sociaux, de l'enseignement et de la santé, leur ont été donnés gratuitement, et, dans une certaine mesure, cela a pu nuire à leur énergie en leur rendant la vie si facile. Ces dernières années, nous avons fait de notre mieux pour autoriser cette situation et pour faire comprendre aux Nauruans qu'ils devaient prendre eux-mêmes certaines mesures afin de développer leur avenir économique et social.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : La question que je vais poser maintenant a déjà été mentionnée par le représentant de l'Inde au cours de notre dernière séance. Elle porte sur le nombre de condamnations pour violation de la Liquor Prohibition Ordinance. D'après le rapport de l'Autorité administrante, je crois comprendre que l'ordonnance en question concerne également les habitants des îles Gilbert et Ellice.

Je rappellerai au Conseil que la Mission de visite s'est occupée de cette question très difficile lorsqu'elle était dans le Territoire et qu'elle a considéré que l'interdiction absolue de consommer des spiritueux n'était pas praticable et que la présente loi impliquait une discrimination et faisait obstacle aux bonnes relations culturelles entre les différentes communautés. En fait, la Mission a recommandé que l'ensemble de la question soit revu par l'Administration elle-même. A cet égard, je me demande si le Représentant spécial serait assez aimable pour me dire si des consultations ont eu lieu à ce sujet avec les éléments responsables de la population nauruane.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Des consultations plus ou moins officieuses ont eu lieu entre l'Administrateur et le Conseil de gouvernement local. Il n'est pas douteux que l'opinion de la majorité de la population nauruane soit que l'interdiction en matière d'alcools doit être maintenue.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma dernière question a trait aux services médicaux dans le Territoire. Nous remarquons, à la page 29 du rapport, que l'on est en train de terminer la construction d'un nouvel hôpital général de l'Administration et que cette nouvelle installation constitue une nette amélioration. Je voudrais demander au Représentant spécial s'il y aura des services spécialisés pour les patients atteints de tuberculose.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :  
Oui. Une partie du bâtiment, plus ou moins isolée de l'hôpital général, sera réservée particulièrement au traitement des tuberculeux.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais également demander au Représentant spécial si des spécialistes travailleront dans cet hôpital.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :  
L'hôpital sera sous la direction d'un praticien en médecine générale. Ce médecin n'est pas un spécialiste de la tuberculose. Toutefois, à l'heure actuelle, comme je l'ai déjà dit, une équipe spéciale procède dans le Territoire à une étude approfondie de la tuberculose, et certainement, pendant que cette équipe se trouve à Nauru, le médecin qui est directeur des services de la santé publique dans l'île discutera la question avec les experts de ce groupe, et, avant leur départ, ceux-ci lui fourniront non seulement les facilités voulues mais certainement encore les renseignements les plus récents sur le traitement de la tuberculose.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : En d'autres termes, il n'y aura pas de spécialiste en phtisiologie dans cet hôpital. J'ai posé cette question pour savoir si un malade qui requiert l'attention d'un spécialiste doit aller sur le continent australien pour se faire soigner, ce qui est coûteux. Pour cette raison, nous estimons que les services d'un spécialiste en phtisiologie dans le Territoire.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je voudrais essayer de préciser cette question. A l'heure actuelle, il y a fort peu de malades en traitement. Une île dont la population est aussi peu nombreuse que celle de Nauru ne peut guère compter sur la présence permanente de spécialistes des diverses maladies. Par exemple, on pourrait me dire que nous devrions avoir un spécialiste oto-rhino-laryngologiste, un spécialiste du cancer, un spécialiste de la tuberculose, etc. L'Administration s'est préoccupée d'avoir les services d'un médecin connu de médecine générale, ayant de l'expérience, connaissant bien sa profession, et qui soit capable de traiter toutes les maladies sauf lorsqu'elles atteignent un degré qui appelle l'intervention d'un spécialiste, comme cela se produit rarement. Nous avons heureusement pu le faire. Nous considérons que la meilleure méthode était de nous assurer les services d'un tel médecin, étant entendu que tout malade qui a besoin des soins d'un spécialiste est transféré dans un hôpital d'Australie.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation estime que, étant donné le grand nombre de cas de tuberculose dans le Territoire, la présence d'un spécialiste dans ce domaine y serait nécessaire.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Dans les questions que j'ai à poser, il faudra que je touche à certains aspects qui ont déjà été traités par d'autres membres du Conseil dans leurs questions sur le progrès économique. Je désirerais avoir des renseignements complémentaires sur les points suivants.

Tout d'abord, il résulte des renseignements qui ont déjà été fournis et de la comparaison avec les précédents rapports que le système de financement, dans ce Territoire, a été modifié. Jusqu'au 30 juin 1952, une redevance d'un shilling par tonne fournissait les fonds nécessaires pour assurer les frais d'administration du Territoire. Une nouvelle procédure a été adoptée selon laquelle les British Phosphate Commissioners font maintenant des paiements directs pour assurer la couverture des dépenses. En réponse à une question posée par le représentant de la Chine, le Représentant spécial a déclaré que cette nouvelle méthode était plus efficace et plus simple.

A notre avis, ce problème est très important et ma délégation voudrait quelques précisions. Nous ne comprenons pas pourquoi le système précédent était plus complexe et moins efficace que celui qui a été établi ensuite. Il me semble



que l'établissement d'un droit d'un shilling par tonne de phosphate exportée permet de couvrir les frais d'administration et la perception doit en être fort simple. Je ne vois donc pas comment le nouveau système peut être plus simple et plus efficace.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil se rendent certainement compte que le budget varie d'année en année. Par exemple, cette année, les frais de l'Administration sont approximativement de 30 à 40.000 livres inférieurs à ceux de l'année précédente. L'année dernière, les dépenses ont été considérablement plus élevées que celles de l'année précédente. Par conséquent, si l'on essaie de couvrir les frais de l'Administration par un droit établi sur une somme fixe, on peut constater une certaine année que le montant en est insuffisant alors qu'il peut y avoir un excédent une autre année.

Par ailleurs, il est évident que la comptabilité résultant de la perception d'une redevance par tonne est plus compliquée. Chaque mois, il faut établir le montant des exportations. Il en résulte des opérations de comptabilité assez nombreuses, et il y a d'autres raisons pour lesquelles ce n'est pas une manière satisfaisante de traiter la question.

L'accord qui a été établi à ce sujet est extrêmement clair : les frais de l'Administration seront financés par la vente des Phosphates. Le moyen le plus simple de procéder est de préparer chaque année le budget de l'année suivante et de dire simplement aux British Phosphate Commissioners, par exemple : "Il nous faut 274.000 livres" et les British Phosphate Commissioners paient ces 274.000 livres. C'est la somme approximative qui est nécessaire pour l'année; ce système ne requiert qu'une inscription dans les livres. Il a été adopté par souci de simplicité et d'efficacité.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Si j'ai bien compris ce que vient de dire le Représentant spécial, le nouveau système est plus simple pour la Compagnie en ce sens qu'il simplifie sa comptabilité. Cependant, ma délégation pense que cette méthode n'est pas sans danger quant aux intérêts de la population du Territoire sous tutelle. Nous ne croyons pas que la méthode nouvelle ait amélioré le système budgétaire. On peut se demander si elle n'a pas pour effet de mettre les dépenses de l'administration d'une façon excessive à la discrétion des British Phosphate Commissioners.



MG/JR

T/PV.808  
- 28/30 -

M. Aragon (Guatemala)

Nous pensons que le Conseil local peut avoir des objections à ce système.

Je passe à un autre sujet qui a déjà été évoqué ici. J'ai été quelque peu surpris de voir le chiffre qui est donné dans le rapport des British Phosphate Commissioners pour ce qui est des stocks de phosphates se trouvant en Australie et en Nouvelle-Zélande. Ma délégation aimerait savoir comment ce chiffre a été établi. Est-ce que le montant de 6.730.652 livres au 30 juin 1956 est fondé sur les exportations de plus de deux années ? Je ne pense pas que l'accumulation de ces stocks puisse correspondre à plus d'un an ou deux d'exportations. Il serait intéressant d'avoir plus de renseignements à cet égard afin de se rendre compte si l'entreprise fonctionne sur une base commerciale, comme on l'a dit au Conseil. Je pose cette question parce que nous n'avons pas reçu tous les renseignements nécessaires pour bien comprendre la gestion de la Compagnie des Phosphates.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

La question soulevée par le représentant du Guatemala rejoint celle que m'a posée hier le représentant de l'Inde. J'ai répondu qu'à mon regret, je n'avais pas de renseignements expliquant la raison des stockages. Je ne sais pas non plus comment on a abouti à cette évaluation.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Très franchement, je regrette que nous n'ayons pas ces renseignements, qui revêtent une grande importance aux yeux de ma délégation.

Je voudrais maintenant poser deux questions d'ordre plus général. La première a trait à la création d'un comité gouvernemental pour l'industrie de la pêche. Nous avons obtenu quelques renseignements à cet égard, mais nous ne savons toujours pas si un budget a été établi et si des investissements sont nécessaires pour réaliser les opérations indispensables pour assurer à l'industrie de la pêche un développement suffisant.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Toute l'industrie de la pêche n'en est encore qu'à la phase préliminaire. Le développement de cette industrie nécessitera donc certainement des dépenses et des investissements. Je n'ai pas de renseignements précis sur les sources de financement auxquelles il sera fait appel, mais j'espère que si cette industrie s'affirme, nous serons en mesure de donner à ce sujet des précisions dans le prochain rapport que nous soumettrons au Conseil de tutelle.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Voici ma deuxième question : En 1949-1950, nous savons que de petites quantités de coprah ont été exportées. Ainsi donc, une certaine activité s'est exercée dans ce domaine. Je voudrais demander au Représentant spécial s'il semble possible de relever cette industrie et d'éveiller l'intérêt des habitants pour cette production. Peut-être y aurait-il là, en effet, d'intéressants débouchés pour l'avenir.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme le Conseil le sait, la superficie totale se prêtant à la culture n'est que de quelque cinq cents acres. Les cocotiers qui poussent actuellement dans l'île ont été plantés par des groupes familiaux qui réservent cette production à leur propre consommation. A un certain moment, les Nauruans se sont intéressés davantage à ces cultures, ce qui a permis d'exporter, pendant deux ans, de faibles quantités de coprah. Ensuite, cette industrie a cependant été abandonnée et la totalité du coprah actuellement produit est consommée par les producteurs eux-mêmes ou est vendue sur les marchés locaux. Il n'y a donc aucun excédent exportable.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais obtenir une précision encore en ce qui concerne les recherches poursuivies pour détecter les sources d'eau nécessaires à l'agriculture. Quel matériel utilise-t-on pour les forages? A combien reviennent ces forages? Le Représentant spécial pourrait-il, en outre, nous donner une idée de l'envergure des travaux de recherche qui se poursuivent?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : C'est, évidemment, l'Administration qui assume les frais entraînés par ces recherches. En ce qui concerne l'équipement, n'étant pas expert, je ne puis donner des précisions. J'indiquerai cependant que l'on emploie des machines semblables à celles qui servent à forer en terrain rocailleux. Les machines utilisées pour les forages à grande profondeur sont fournies par les British Phosphate Commissioners, l'utilisation de ces machines n'entraînant aucun frais pour les Nauruans. Tous les frais sont assumés par l'Administration.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : J'aurai maintenant quelques questions à poser dans le domaine social. Dans le rapport de la Mission de visite (document T/1279), au paragraphe 96, il est question de certains problèmes provoqués par la séparation des communautés. Des plaintes ont été adressées à la Mission en ce qui concerne des discriminations qui ont eu lieu dans des endroits publics, notamment dans le magasin des British Phosphate Commissioners. Une autre plainte concernait la ségrégation dans les théâtres et la censure des films destinés aux communautés non-européennes.

Le Représentant spécial pourrait-il nous indiquer si les conditions qui ont motivé ces plaintes continuent d'exister dans le Territoire?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne la question du magasin des British Phosphate Commissioners, les raisons qui ont motivé la plainte dont il est fait état dans le rapport ont cessé d'exister. A l'heure actuelle, toutes les parties du magasin sont accessibles à tous les chalands, à quelque race qu'ils appartiennent.

En ce qui concerne la projection de films, la situation n'a pas changé. Tous les membres de la collectivité peuvent voir ces films, mais dans des salles différentes. C'est ainsi que les British Phosphate Commissioners organisent,



dans des salles particulières, des projections de films auxquelles on se rend sur invitation. Cette activité ne relève nullement de l'Autorité administrante.

Une autre plainte se fondait sur le fait que les Nauruans n'étaient pas consultés en matière de censure cinématographique. Cette question a été étudiée et, à l'heure actuelle, deux Nauruans - le fonctionnaire chargé des affaires nauruanes et le Secrétaire du Conseil de gouvernement local - sont membres du Comité de censure cinématographique.

L'Administration a récemment terminé la construction d'un nouvel hôpital, qui est d'ailleurs le seul hôpital appartenant à l'Administration. Les British Phosphate Commissioners ont deux hôpitaux, dont l'un est destiné aux Chinois et aux habitants des îles Gilbert et Ellis, et l'autre aux Européens. Cette question est entièrement du ressort des Commissioners qui ont parfaitement le droit, s'ils le désirent, d'avoir un hôpital séparé pour les Européens. Il appartient aux Européens de décider s'ils veulent ou non utiliser les services de cet hôpital. Il arrive souvent qu'en parlant de discrimination, on néglige de tenir compte des circonstances. Une population immigrante préfère parfois disposer de services réservés à elle seule, et l'on peut en dire autant des communautés permanentes, c'est-à-dire, en l'occurrence, des Nauruans. Il faut tenir compte de ces courants d'opinions et des préférences des diverses collectivités.

Pour ce qui est des écoles, nous avons traité le sujet à plusieurs reprises; nous avons souligné qu'il n'y a dans ces écoles rien qui puisse être considéré comme de la discrimination; il s'agit simplement de répondre aux besoins des intéressés.

Je pense que tout le monde sera d'accord pour reconnaître que, pour qu'un enseignement soit réellement efficace, il faut que les classes soient aussi homogènes que possible; il est impossible de faire la classe à un groupe d'enfants élevés dans des milieux de langue et de culture différentes; la tendance moderne est, en matière d'enseignement, d'établir des écoles spéciales pour des groupes spéciaux; en effet, c'est seulement ainsi que l'enseignement peut être fructueux. Pour l'île de Nauru, je crois avoir indiqué déjà avec une clarté suffisante qu'il n'y a, dans nos écoles, rien qui ressemble à de la discrimination. Les jardins d'enfants sont ouverts à toutes les races et sont fréquentés par des enfants de toutes les races : des Chinois, des Nauruans, des insulaires des îles Gilbert-et-Ellice, des Européens, d'autres races encore probablement. Lorsque les enfants nauruans entrent dans les jardins d'enfants, ils sont un peu désavantagés par rapport aux autres enfants, puisque les rudiments d'instruction donnés le sont en anglais. Durant la période où ils fréquentent les jardins d'enfants - qui est en général de douze mois, mais peut aller jusqu'à deux années parfois - les Nauruans se mêlent aux autres enfants et, dans une certaine mesure, ils bénéficient de ce contact avec les autres enfants et apprennent un peu d'anglais; mais, si ces enfants étaient ensuite envoyés aux mêmes écoles que les autres, des classes constituées de la sorte ne pourraient pas bénéficier d'un enseignement efficace. C'est pourquoi des dispositions sont prises pour envoyer ces enfants dans des classes distinctes. Néanmoins, au fur et à mesure que les enfants grandissent, lorsqu'ils atteignent l'âge de fréquenter les écoles secondaires, ils peuvent à nouveau travailler tous dans les mêmes classes; les Nauruans ont alors une meilleure connaissance de l'anglais. Cependant, ainsi que l'UNESCO l'a relevé, il est courant de constater que les enfants nauruans, même à cet âge, sont deux ans en retard sur les enfants européens. Dans les cours de menuiserie et autres cours d'enseignement technique, tous les enfants de toutes les races travaillent ensemble. J'espère que mes explications ont bien montré qu'il n'y a dans nos écoles aucune discrimination de race. La séparation des enfants au cours des diverses étapes de leur éducation a été prévue dans l'intérêt même des enfants.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le Représentant spécial pour la réponse si détaillée qu'il vient de donner à ma question.

Je voudrais poser une autre question au sujet des conditions de travail. Il y a là un point qui avait préoccupé l'année dernière la Mission de visite. Il semble que cette Mission ait constaté des différences entre les heures de travail des Européens et celles des non-Européens. Le Représentant spécial pourrait-il me donner des renseignements supplémentaires à ce sujet? Peut-il me dire si cette situation existe toujours?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai traité cette question avec beaucoup de détails et j'ai expliqué la situation actuelle, en réponse à une question qui m'avait été posée il y a quelques moments par l'un des membres du Conseil; je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit tout à l'heure.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Excusez-moi; la rapidité de nos séances m'a empêché de voir en détails les procès-verbaux; je les étudierai avec soin afin d'y trouver le renseignement que je désire.

Je voudrais poser une autre question : il s'agit d'une pétition de l'Organisation des travailleurs nauruans demandant que le salaire minimum soit établi pour la famille se composant d'un travailleur, de sa femme et de deux enfants, et non pas simplement d'un travailleur et de sa femme comme c'était le cas auparavant. A la page 28 du rapport annuel, il est constaté que, bien que certaines modifications aient été apportées, le salaire de base du travailleur est toujours établi pour une famille composée seulement du travailleur et de sa femme, sans référence aux enfants. Je voudrais demander au Représentant spécial quelles sont les raisons pour lesquelles l'Autorité administrante n'a pas tenu compte de la suggestion faite par la pétition?



M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La question à laquelle le représentant du Guatemala fait allusion a fait l'objet d'une résolution du Conseil l'année dernière; je pense que nous gagnerons du temps si je me borne à renvoyer le représentant du Guatemala à la page 42 du rapport annuel, où cette résolution est reproduite sous le titre : "Main-d'oeuvre". Elle est ainsi conçue :

"Le Conseil recommande que l'Autorité administrante examine avec soins la demande de l'Organisation des travailleurs nauruans tendant à ce que le budget-type des salariés soit établi pour un travailleur, sa femme et deux enfants, et non pas seulement pour un travailleur et sa femme".

La réponse de l'Autorité administrante est tout à fait complète et je suis sûr qu'elle éclaircira toutes les questions que le représentant du Guatemala peut avoir à poser à ce sujet.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : J'ai posé cette question parce que je connaissais la résolution du Conseil, ayant eu l'honneur, l'année dernière, de faire partie du Comité de rédaction pour le Territoire de Nauru. Mais je voulais avoir des renseignements supplémentaires à cet égard; si le Représentant spécial n'est pas en état de me les donner, je passerai à une autre question.

En ce qui concerne la santé publique et l'hygiène, il semble qu'un groupe de six personnes membres de l'Association anti-tuberculeuse de la Nouvelle-Galles du Sud se soit chargé de l'exécution d'un programme de vaccination et de prévention anti-tuberculeuse dans le Territoire de Nauru. Il a été également question de radiothérapie et de cuti-réactions. La Mission de visite avait fait certaines recommandations l'année dernière. J'aimerais savoir s'il y a des projets concrets de programmes de médecine préventive et d'éducation de la population elle-même en vue d'éviter cette maladie.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je peux donner au représentant du Guatemala l'assurance que cette équipe spéciale s'occupera, non seulement du traitement de la tuberculose, mais également de la prophylaxie. Toutes les mesures possibles seront prises lorsque nous serons en possession des conclusions et des conseils de ce groupe scientifique.

AS/Th

T/PV.808  
- 39/40 -

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Si j'ai posé cette question, c'est parce qu'il semble que l'année dernière, la même Mission de visite a constaté que certaines tentatives en vue d'éduquer la population pour l'amener à coopérer à ces mesures avaient échoué, particulièrement parmi les femmes. La population semble ne pas vouloir abandonner ses anciennes traditions et coutumes de vie familiale. C'est pourquoi j'ai cherché à obtenir du Représentant spécial de nouveaux renseignements pour savoir si un plan d'éducation particulier existait en ce sens.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Certainement, non seulement en ce qui concerne cette maladie particulière, mais également l'assainissement et l'hygiène en général.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : J'ai une dernière question à poser à propos de l'enseignement. Il semble qu'il y ait un nouvel essor dans ce domaine. L'UNESCO, dans le document T/1324, paragraphe 7, mentionne une réalisation nouvelle pour l'année examinée : la publication de textes de lecture ronéotypés, préparés spécialement à l'usage des écoles nauruanes et destinés à remplacer les textes australiens précédemment employés. L'UNESCO estime qu'il serait intéressant de savoir si ces nouveaux textes sont adaptés au milieu nauruan. Le Représentant spécial pourrait-il faire quelques commentaires à cet égard?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : J'ai parlé de cette question particulière dans ma déclaration liminaire, en commentant le nouveau matériel scolaire en préparation. J'ai précisé que dans toute la mesure du possible on le rattachait au milieu familial des élèves nauruans.

M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je m'excuse d'insister sur ce point. Je souhaitais obtenir des renseignements complémentaires et savoir si le contenu de ces manuels scolaires était adapté aux conditions particulières du milieu nauruan.

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Pour répondre à cette question, je ne saurais mieux faire que d'apporter, l'an prochain, des exemplaires de tous les manuels scolaires. Ainsi, le représentant du Guatemala pourra les lire et juger lui-même de la mesure dans laquelle leur contenu est adapté au milieu familial des élèves nauruans. Pour ma part, il n'existe aucun doute à cet égard. Toutefois il m'est extrêmement difficile d'entrer dans tous les détails. On s'est efforcé d'expliquer aux élèves les faits réels concernant leur île. Au lieu de parler d'eucalyptus, on a parlé de cocotiers; au lieu de parler de granit, on a parlé de terre à phosphate, etc. Je me ferai un plaisir d'apporter des exemplaires de tous ces manuels, qui ont été fort bien préparés et sont très précieux, à l'intention des membres du Conseil, l'an prochain.



M. KESTLER (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je n'entends pas retenir plus longuement l'attention du Conseil. Je reconnais que ma question était peut-être trop technique. Mais je m'intéresse tout particulièrement à la question de savoir comment il a été tenu compte de certaines coutumes et de certaines traditions, du problème des langues, etc. Le Représentant spécial a bien voulu nous promettre des renseignements complémentaires pour l'année prochaine et j'en exprime toute ma satisfaction. Je tiens à le remercier pour la patience avec laquelle il a répondu à mes questions.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je ne me propose pas d'intervenir longuement. Ma délégation a une question supplémentaire à poser au Représentant spécial. Je ne doute pas que la réponse intéressera le Conseil.

Je prie le Représentant spécial de se reporter à la page 78 du rapport annuel pour 1955-1956, où figurent deux tableaux concernant le logement. Je ne m'arrêterai pas sur la question de savoir pourquoi une colonne qui apparaissait dans le rapport précédent a été supprimée dans les tableaux du rapport actuel. Je ne sais si le Représentant spécial dispose du rapport annuel pour l'année 1954-1955. A la page 47 dudit rapport, il y a une troisième colonne concernant le nombre de personnes par maison, tant européennes que non européennes. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire si, dans les rapports ultérieurs, cette colonne qui figurait dans le précédent rapport sera rétablie?

M. JONES (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Si cette troisième colonne n'a pas été reproduite cette année, c'est parce qu'on a jugé qu'elle pouvait induire en erreur. La majorité des logements fournis aux Chinois et aux habitants des îles Gilbert et Ellice sont du type dortoirs, comme l'indique la note en bas de page, et il aurait pu sembler que les Européens et, peut-être, certains Chinois, bénéficiaient d'un traitement préférentiel, alors qu'en fait ces dortoirs peuvent contenir jusqu'à 14 personnes. Quelques-uns peuvent même abriter 16 personnes. Les travailleurs mariés, qu'ils soient Européens, Chinois ou des îles Gilbert et Ellice, vivent séparément avec leurs familles. On a estimé que la troisième colonne était matière à erreurs. Le représentant de la Chine a demandé si cette troisième colonne serait rétablie. Ce qu'il désire, en fait,

TS/JM.

T/PV.808

- 43/45 -

M. Jones (Représentant spécial)

me semble-t-il, ce sont des détails plus complets sur le logement en général et, en particulier, sur le nombre des personnes vivant par maison, par pièce ou par dortoir, selon le cas. S'il en est bien ainsi, ces renseignements seront fournis sans aucun doute.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je crois que les tableaux qui figuraient dans le rapport pour 1954-1955 étaient également contenus dans tous les rapports précédents. Avec cette troisième colonne, le Conseil était mieux à même de comprendre la signification de ces tableaux. Sans elle, il est assez difficile d'évaluer les renseignements fournis. Que l'on rétablisse ou non cette troisième colonne, je crois qu'il serait très utile pour toutes les délégations siégeant au Conseil de disposer de plus de renseignements. Si l'on ne se propose pas de rétablir cette colonne, peut-être pourrait-on nous donner les renseignements nécessaires, tels qu'ils figuraient dans cette colonne, ce qui nous donnerait toute satisfaction. Mais il serait préférable, à mon sens, que l'Administration décide de rétablir la troisième colonne de ces tableaux dans les futurs rapports. C'est évidemment à l'Administration de décider si elle fera de nouveau figurer la troisième colonne ou si elle donnera plus de renseignements sous une autre forme. J'ai simplement voulu attirer l'attention du Représentant spécial sur le fait que, si cette troisième colonne est rétablie, nous disposerons de plus de renseignements.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ceci termine la période des questions adressées au Représentant spécial. S'il n'y a pas d'objection et pour utiliser au maximum le temps qui nous reste, je donnerai la parole à deux représentants qui sont prêts à faire leurs déclarations aujourd'hui.

#### Discussion générale

M. KCCTIANCICH (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a déjà eu amplement l'occasion de présenter son opinion sur la question de Nauru l'année dernière et je ne vais pas m'y attarder maintenant. Je dis ceci parce que, de notre opinion, il n'y a pas eu dans l'intervalle de grands changements dans la situation, capables d'affecter les perspectives d'avenir de la population.

A notre avis, personne n'est à blâmer : ni les Nations Unies, ni l'Autorité administrante, qui font tout leur possible pour exécuter la mission qui leur incombe en vertu du régime de tutelle. Il ne faut pas non plus blâmer la population de Nauru, car nous avons vu son progrès constant dans tous les domaines, sous la conduite de l'Autorité administrante.

Un facteur invariable est celui des conditions géographiques de Nauru, d'une nature telle qu'on ne peut prévoir d'autres possibilités que la réinstallation lorsque les phosphates seront épuisés. La seule autre solution à laquelle nous avons pu songer pour trouver une autre source de revenus était l'agriculture; Mais même les derniers rapports annuels ne nous présentent pas d'améliorations dans ce domaine, en raison de l'absence de terres arables et d'eau.

Nous croyons donc que la seule façon réaliste de faire face au problème est de s'efforcer sérieusement de rechercher de nouvelles terres pour les Nauruans, et ce par des consultations avec eux. Tel doit être le but définitif qu'il faut garder présent à l'esprit. Tous nos plans doivent être dirigés dans ce sens. En fait, la réinstallation n'aura lieu ni cette année, ni l'année prochaine - apparemment, nous avons encore 40 ans devant nous - mais nous devons commencer à préparer la population nauruane en vue de cet événement. Voici ce que je veux dire : lorsque le moment de la réinstallation viendra, les Nauruans devraient déjà avoir une certaine expérience en matière de gouvernement local et connaître les conditions d'une vie communautaire civilisée. Ils en auront besoin, qu'on leur donne une autre île en propre, ou qu'on les absorbe dans de plus grandes collectivités, comme celles qui existent en Nouvelle-Guinée ou en Australie.



Nous estimons que la politique de l'Autorité administrante qui consiste à développer le gouvernement local et l'enseignement suit la bonne direction et que le Conseil doit l'en féliciter, car c'est la seule méthode à adopter dans les circonstances présentes.

Avant de terminer, je voudrais remercier le Représentant spécial de la manière très utile dont il a contribué aux débats.

M. DAVIN (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : La Nouvelle-Zélande, tout comme le Royaume-Uni, a des rapports particuliers avec l'Autorité administrante. Ceci ne nous a pas empêchés de prendre part à la discussion générale, chaque fois que nous l'avons estimé souhaitable. En effet, en raison des bénéfices que nous avons tirés de Nauru, nous nous préoccupons tout particulièrement du bien-être des Nauruans, en dehors de l'intérêt habituel que nous portons aux questions des Territoires sous tutelle.

Nous n'avons pas eu de rapport de mission de visite cette année, mais la situation ne semble pas avoir subi de grands changements depuis l'an dernier. Dans un Territoire aussi petit, doté d'une population aussi réduite, et ayant une économie presque complètement spécialisée, il ne serait pas raisonnable de s'attendre à des changements rapides. Cependant, nous estimons que des progrès constants ont été accomplis dans la voie qui mène les Nauruans à la gestion de leurs propres affaires.

Peut-être l'événement le plus remarquable de l'année considérée a-t-il été l'élection, en décembre 1955, d'un Conseil de gouvernement local de Nauru. Nous en avons déjà parlé l'année dernière, mais il en est question dans le rapport que nous examinons en ce moment. C'est la deuxième fois qu'on a procédé à des élections au Conseil. Comme le Conseil de tutelle le sait, il y a neuf sièges au Conseil et le fait que 39 candidats ont été désignés montre que les Nauruans s'intéressent à ces élections.

Huit cent trente-deux électeurs avaient droit de vote, un chiffre qui, dans un Territoire où tous les Nauruans de plus de 21 ans, de quelque sexe qu'ils soient, ont le droit de vote, indique quel est le petit monde politique dont nous nous occupons. Sur les 832 électeurs, 803 ont déposé leur bulletin de vote, un fait qui - même en tenant compte de l'obligation de voter - semble très encourageant.

On a expliqué que, avec une seule exception, tous les conseillers sont employés par l'Administration. Ceci montre, une fois de plus, si c'est nécessaire, les circonstances tout à fait particulières qui prévalent à Nauru et la nature spéciale de son économie. Le Conseil local a des fonctions consultatives et exécutives, définies par l'Ordonnance qui les a établies, et, de l'avis de ma délégation, ces fonctions conviennent parfaitement à la situation présente du Territoire. Le problème est d'amener les Nauruans à exercer pleinement ces pouvoirs, afin qu'ils puissent avoir l'apprentissage et l'expérience nécessaires qui les préparera aux responsabilités qui pourraient leur être confiées dans l'avenir.

Ma délégation est convaincue que l'Autorité administrante a fait tout ce qu'elle a pu pour stimuler l'activité du Conseil, notamment en lui soumettant les projets d'ordonnance pour étude et pour avis. Nous espérons que les conseillers comprendront toute la responsabilité qui leur est déléguée par les électeurs et que ces derniers eux-mêmes comprendront qu'il faut laisser une grande discrétion aux conseillers pour s'occuper des affaires qui les concernent. Le Représentant spécial nous a dit que les conseillers s'intéressent vivement à la gestion de leurs affaires et qu'ils sont heureux de voir que les ordonnances leur sont soumises pour commentaires, et que l'Administration tient compte de leur opinion.

Nous ne trouvons pas surprenant qu'aucun parti politique n'ait encore été créé. Le Représentant spécial nous a expliqué que ceci serait une conception tout à fait nouvelle pour les Nauruans. En tout cas, il s'agit pour le moment d'une forme de gouvernement local représentatif et il est fréquent - cela s'est souvent rencontré dans mon propre pays dans le passé - que la politique de parti n'existe pas au niveau du gouvernement local. Ce sont des questions purement locales qui dominent les élections en général. Les partis politiques pourront se constituer plus tard à Nauru. De toute manière, les Nauruans sont parfaitement libres de former de tels partis s'ils le désirent.

Il ne semble guère y avoir de raisons de spéculer pour le moment sur l'avenir politique du Territoire. Comme j'ai pu le souligner l'année dernière, une Mission de visite précédente a remarqué que cette petite communauté n'est aucunement un Etat en puissance. Son emplacement géographique même reste douteux dans l'avenir.

LC/JC

T/PV.808  
- 49/50 -

M. Davin (Nouvelle-Zélande)

Cependant, ma délégation, comme d'ailleurs tous les membres du Conseil de tutelle, se préoccupe vivement de ce qu'il adviendra des Nauruans. Nous avons appris avec intérêt que l'Autorité administrante poursuit ses efforts pour trouver une zone de réinstallation convenable et qu'elle a discuté cette question avec un comité spécial du Conseil de gouvernement local. Nous espérons que l'on trouvera une solution de ce problème qui satisfera tout le monde, et nous pensons qu'une qu'il sera en effet possible d'arriver à une telle solution.

Ma délégation voudrait rappeler, comme elle l'a fait l'année dernière, que l'Autorité administrante nous a catégoriquement assurés que tous les fonds qui seront nécessaires pour couvrir les frais d'une réinstallation convenable des habitants seront fournis - non pas comme un acte de charité de la part de l'Autorité administrante, mais comme paiement équitable et raisonnable à la population nauruane des phosphates extraits dans l'île.

Nous voudrions également insister sur les bénéfices que l'exploitation des ressources naturelles du Territoire a apporté aux habitants. Certes, certains pays tels que le mien ont tiré des avantages de l'exploitation des phosphates.



Il a fallu de l'énergie et un esprit d'entreprise pour mettre ces ressources en valeur. Cet effort a apporté la civilisation aux Nauruans. Ils ont appris à vivre dans le monde moderne. Ils ont été instruits, l'hygiène publique a été améliorée; la population a été mieux logée, mieux habillée, mieux nourrie. On lui a appris de nouvelles techniques ainsi que la façon de gérer ses propres affaires. Elle a maintenant des garanties financières et autres pour l'avenir et sait que son bien-être fait l'objet des préoccupations de la communauté internationale aussi bien que des pays qui participent à l'exploitation des phosphates. Ces phosphates eux-mêmes ont permis d'améliorer la production agricole dont une bonne partie a été exportée, améliorant la nourriture d'autres populations.

Ma délégation serait heureuse de connaître les résultats de l'examen auquel a procédé le Conseil de gouvernement local sur des problèmes tels que la fixation des impôts. La dernière mission de visite a attaché une importance considérable à l'exercice des fonctions du Conseil de gouvernement local et il n'y a pas de raison de douter du bien-fondé de ses conclusions. Nous pensons qu'il serait bon que le nouveau Conseil aboutisse rapidement à un accord sur l'ordonnance relative à l'appartenance à la communauté nauruane.

Il est vraiment regrettable que le premier Nauruan qui ait été chargé de la direction des postes n'ait pas été capable de s'acquitter de sa tâche. Des échecs de ce genre sont parfois inévitables et nous sommes heureux de penser que cela n'affectera en rien la politique de l'Administration tendant à confier aux Nauruans des positions importantes chaque fois que l'on en trouvera qui aient l'expérience et les qualifications requises. Nous espérons qu'il ne s'écoulera plus beaucoup de temps avant que certains Nauruans aient acquis la compétence nécessaire pour occuper des postes de premier plan à la Commission des phosphates.

Nous ne pensons pas que les autres aspects du rapport de l'Autorité administrante appellent de longues observations. Des renseignements très complets sur la production et l'exportation des phosphates, ainsi que les redevances y afférentes, nous ont été fournis. Le représentant spécial nous a dit que les sommes dont l'Administration avait besoin ont été payées sans difficulté par la Commission des phosphates. Le fonds des redevances augmente régulièrement et nous avons noté que le Conseil de gouvernement local a fait une proposition d'augmentation de ce fonds; cette proposition est actuellement à l'examen.

A propos du progrès économique, deux questions importantes ont été traitées : il s'agit de la création d'une industrie de la pêche - au sujet de laquelle un Comité du Conseil de gouvernement local procède actuellement à une enquête - et de la recherche de sources d'eau qui permettraient de créer une ferme modèle sur le Territoire.

Les conditions sociales semblent tout à fait satisfaisantes. Il n'y a pas eu de conflits amenant un arrêt du travail au cours de l'année. Le système des salaires minima est satisfaisant. Il existe des allocations familiales, des pensions pour les veuves et des allocations pour les orphelins; les traitements médicaux et dentaires, ainsi que l'hospitalisation des travailleurs sont gratuits. La situation du logement s'est améliorée.

Le seul problème important, dans le domaine de la santé publique, est celui de la tuberculose; mais nous avons été heureux d'apprendre qu'une équipe de l'Association antituberculeuse de la Nouvelle-Galles du Sud est actuellement dans le Territoire et que la population sera radiographiée et soumise à une cuti-réaction. Cette équipe aidera le personnel local à traiter les cas dépistés.

Nous sommes d'accord avec l'Autorité administrante lorsqu'elle déclare que de grands progrès ont été faits dans le domaine de l'instruction publique qui est obligatoire et gratuite. L'UNESCO nous a soumis un rapport assez long sur la situation et ce rapport est tout à fait rassurant. Nous sommes certains que l'Autorité administrante tiendra compte des suggestions qui y sont faites. Nous espérons que le personnel nauruan enseignant sera renforcé. Nous tenons à rendre hommage à l'école de la Mission catholique qui semble avoir joué un rôle très important dans le progrès de l'enseignement dans le Territoire. Tout comme l'UNESCO, nous espérons que certains étudiants de l'école secondaire pourront recevoir un enseignement universitaire.

L'impression générale que nous laisse l'examen de la situation dans ce Territoire est une impression d'optimisme. Il y a certainement des problèmes; mais l'Autorité administrante et les Nauruans en sont tout à fait conscients et sont décidés à les résoudre. Nous pensons que cette population va de progrès en progrès vers une vie toujours plus riche et meilleure que celle qu'elle aurait connue si elle était restée livrée à elle-même et si ses ressources matérielles n'avaient pas été développées.

MG/JR

T/PV.808

- 53 -

M. Davin (Nouvelle-Zélande)

En terminant, je dirai que j'ai été heureux de voir et d'entendre de nouveau M. Jones, le représentant spécial du Territoire sous tutelle de Nauru, qui, comme toujours, a été très courtois et nous a beaucoup aidés par les renseignements qu'il nous a fournis.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous reprendrons le débat général lundi à 14 h. 30. Si nous en avons le temps, comme je l'espère, nous pourrons aussi aborder la question des dispositions relatives à l'envoi d'une mission de visite périodique, en 1957, dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique orientale.

La séance est levée à 16 h. 50.